



**Interruption d'un assainissement à la lumière
d'un exemple genevois: point de vue sous
l'angle juridique**

7ème journée ChloroNet
Daniel Peregrina, avocat

Soleure, 20 novembre 2014



A. Les acteurs

- un propriétaire qui a acquis un site contaminé
- un ancien exploitant qui a vendu le site contaminé
- un ancien exploitant en faillite
- l'Etat de Genève

20 novembre 2014 7e journée technique ChloroNet 2

B. Les étapes de l'assainissement

- 1990: découverte de solvants chlorés dans les eaux souterraines
- 1991: suivi analytique
- 1998: confirmation d'une contamination suite à un due diligence report du site
- 1998: demande d'investigations complémentaires par l'Etat

20 novembre 2014

7e journée technique ChloroNet


3

- 2000: premier système d'assainissement
- 2000-2007: investigation supplémentaire et réalisation d'une barrière hydraulique
- 2005: inscription au cadastre des sites contaminés
- 2007: Etat constate les limites des mesures prises et exige nouveau plan d'assainissement

20 novembre 2014


7e journée technique ChloroNet

4



- 2009: validation du nouveau plan d'assainissement (excavation; traitement; barrière hydraulique) fixation objectif: respect concentration 50 X Osites pour les eaux souterraines à l'aval du site
- 2015: délai prévu fin d'assainissement
- fin 2014: assainissement toujours en cours

20 novembre 2014 7e journée technique ChloroNet 5



C. Facteurs aggravants

- site en exploitation
- le sous-sol toujours une inconnue
- incertitudes scientifiques sur réactions des contaminants aux mesures d'assainissement
- absence de règles juridiques précises sur l'interruption d'une procédure d'assainissement


20 novembre 2014 7e journée technique ChloroNet 6

D. L'incertitude juridique

1. Dichotomie entre début et fin de la procédure d'assainissement au niveau juridique
 - Début assainissement: art. 9 à 11 et annexe 2 critères précis et chiffrés
 - Sortie assainissement: 15 et 18 Osites normes générales indéterminées

2. Certitudes juridiques


- 15 I Osites:
pas au-delà du respect des valeurs fixées par 9-11 Osites pour l'assainissement
- 15 II Osites:
le principe de proportionnalité permet de s'écarter des valeurs fixées par 9-11 Osites



3. Les incertitudes juridiques

- le principe de proportionnalité laisse un large pouvoir d'appréciation difficile à définir in abstracto
- pas de valeurs limites applicables directement à une décision d'interruption de l'assainissement


20 novembre 2014 7e journée technique ChloroNet 9



4. Principe de proportionnalité

Présentation de M. Lorenz Lehmann

20 novembre 2014 7e journée technique ChloroNet 10




E. Situation d'impasse

1. Indices:

- absence de progrès significatifs sur la réduction des risques
- importance des coûts
- durée excessive de la procédure d'assainissement
- disproportion coût / bénéfice


20 novembre 2014 7e journée technique ChloroNet 11



2. Critères applicables à une interruption d'assainissement

- DEP 1996 411
- Articles 12 II, 14 et 15 LPE


20 novembre 2014 7e journée technique ChloroNet 12



3. Propositions de solutions en cas d'impasse


- vérification de l'adéquation des mesures
- redéfinition des risques par rapport à la situation concrète
- critères: spécifiques aux risques identifiés

20 novembre 2014 7e journée technique ChloroNet 13



F. CONCLUSIONS

20 novembre 2014 7e journée technique ChloroNet 14



Merci de votre attention!

Baker & McKenzie
Rue Pedro-Meylan 5
CH – 1208 Geneva
Tel. +41 (022) 707 98 00
daniel.peregrina@bakermckenzie.com

20 novembre 2014 7e journée technique ChloroNet 15